



IsraËl procède à l'annexion, et il n'y a qu'un seul moyen de l'arrêter

## Description

Nous traduisons cette analyse de Samer Jaber qui appelle à une mobilisation populaire mondiale, « seul moyen de s'opposer à Israël et à son projet de légaliser le vol des terres palestiniennes ».

Par Samer Jaber, le 22 juillet 2025



Vue aérienne de fermes incendiées après une attaque menée par des colons israéliens à Al Mughayyir, près de Ramallah, en Cisjordanie occupée, le 28 mai 2025 [Fichier : Mohammed Torokman/Reuters]

Mon frère m'a récemment envoyé une copie d'un ordre militaire israélien trouvé par des agriculteurs sur nos terres et des parcelles voisines en Cisjordanie occupée. Le document, accompagné d'une carte, indique que les terres sont saisies à des fins militaires.

Il ne précise pas pour combien de temps et ne laisse aux propriétaires et aux utilisateurs que sept jours à compter d'une prochaine visite sur place à coordonner entre les Israéliens et le bureau de liaison de l'Autorité palestinienne (AP) pour déposer une objection auprès du conseiller juridique de l'armée israélienne. Cette visite sur place sert généralement à délimiter les frontières des terres confisquées.

D'expérience pour notre famille, la confiscation sous prétexte de « raisons de sécurité » précède souvent la création d'une colonie. Cela s'est produit en 1973, lorsque notre famille a reçu un ordre militaire similaire concernant des terres situées le long de la route Jérusalem-Hébron. En moins d'une semaine, un poste militaire a été établi. Quelques mois plus tard, une colonie civile, Elazar, a été établie au même endroit.

Ce qui est choquant cette fois-ci, c'est que ce nouvel ordre n'a pratiquement pas fait la une des journaux malgré l'attente des terres destinées à être confisquées. Selon l'ordre militaire, il s'agit de 5 758 dunums, soit plus de 5,7 km<sup>2</sup> (2,2 miles carrés). La confiscation n'est pas arbitraire. Au centre de cette zone se trouve l'avant-poste de Sde Boaz, établi illégalement en 2002 sur des terres privées palestiniennes. Les habitants, environ 50 familles, ne sont pas des extrêmes marginaux. Ce sont des professionnels de la classe moyenne, notamment des médecins, des ingénieurs et des comptables.

Cette confiscation est l'une des nombreuses qui ont eu lieu au cours des 21 derniers mois. Dans l'ombre de la guerre génocidaire à Gaza, Israël a accéléré son processus d'annexion en Cisjordanie. L'objectif est d'annexer officiellement certaines parties de ce que les accords de paix d'Oslo ont désigné comme la zone B, qui représente 21 % de la Cisjordanie, et l'ensemble de la zone C, qui constitue 60 % de la Cisjordanie et comprend toute la vallée du Jourdain et la campagne de Jérusalem, ainsi que d'autres zones.

La plupart des terres agricoles et des pâturages palestiniens se trouvent dans cette zone, tout comme un grand nombre de colonies israéliennes illégales. Ma ville, al-Khader (Saint-Georges), possède plus de 22 000 dunums (22 km<sup>2</sup>) de terres, dont plus de 20 500 (20,5 km<sup>2</sup>) sont classées en zone C, 500 dunums (0,5 km<sup>2</sup>) en zone B et moins de 1 000 dunums (1 km<sup>2</sup>) en zone A.

Les colons israéliens jouent un rôle actif dans la promotion de ce plan d'annexion. Cela ne se limite pas à la saisie de collines stratégiques, mais comprend également des violences systématiques à l'encontre des Palestiniens. Les attaques des colons contre les biens palestiniens, les tortures et les meurtres de Palestiniens font tous partie d'une campagne organisée visant à déraciner les Palestiniens des zones B et C afin de faciliter l'annexion. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de ce que les décideurs politiques israéliens appellent le « transfert volontaire », un euphémisme pour désigner le nettoyage ethnique des Palestiniens de leur terre natale.

Tout cela est illégal au regard du droit international et contraire aux résolutions adoptées des Nations unies et à un arrêt rendu en 2024 par la Cour internationale de justice. Alors, qui arrêtera Israël ?

Certainement pas l'Autorité palestinienne, qui administre nominalement la zone A de la Cisjordanie occupée. Depuis sa création dans le cadre du processus de paix d'Oslo, l'Autorité palestinienne n'a pas seulement échoué à résister aux initiatives israéliennes en vue de l'annexion, mais elle les a sans doute facilitées en collaborant avec Israël pour primer toute résistance armée, voire pacifique, qui ne soutient pas son programme politique.

La communauté internationale n'est pas non plus susceptible de prendre des mesures décisives. Depuis des décennies, les gouvernements occidentaux, en particulier, se contentent de condamnations rhétoriques tout en fournissant un soutien sécuritaire et économique à Israël. Ces mêmes acteurs qui n'ont pas réussi à mettre fin au génocide en cours à Gaza ne sont pas susceptibles de s'opposer à l'officialisation de l'annexion de facto par Israël.

Cela a été récemment mis en évidence lors d'une visite diplomatique à Taybeh, un village palestinien situé au nord-est de Jérusalem et de Ramallah. Cette visite, à laquelle ont participé

---

plus de 20 diplomates du monde entier, dont des représentants européens et américains, faisait suite à des attaques répétées de colons juifs qui ont incendié une partie des terres du village, y compris des biens appartenant à l'église locale. C'est tout ce que ces pays ont fait à faire : envoyer des représentants dans la région pendant quelques heures pour prononcer quelques mots de condamnation. Au-delà de cela, leurs relations avec Israël restent inchangées.

Ce qui reste alors, c'est la résilience et la capacité d'action du peuple palestinien et de ses mouvements politiques fondés sur des principes. Dans le contexte actuel, la simple présence des Palestiniens sur leur terre est un acte de résistance.

Pour maintenir cette présence et renforcer leur lutte, les Palestiniens doivent continuer à mobiliser les mouvements progressistes et émancipateurs du monde entier afin qu'ils soutiennent leur cause, non seulement par solidarité, mais aussi dans le cadre d'une lutte mondiale plus large contre les forces extrême droite, racistes et anti-justice qui soutiennent Israël et menacent simultanément les droits civils et la justice sociale dans leurs propres pays.

Les activités de solidarité au niveau mondial doivent être stratégiques et avoir un impact. Elles doivent viser à perturber tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement qui profitent à l'occupation israélienne en général et au colonialisme de peuplement en particulier. Cela signifie que les citoyens du monde entier, issus de différents secteurs de la société, peuvent contribuer à la lutte pour la Palestine en tant que producteurs et consommateurs en répondant à l'appel au boycott et au désinvestissement d'Israël.

Les actions directes de la classe ouvrière sont cruciales. Les travailleurs peuvent intégrer la cause palestinienne dans leurs revendications pour de meilleures conditions de travail. Par exemple, des grèves publiques en solidarité avec la Palestine, telles que celles organisées par les cheminots dans les pays européens, pourraient faire pression sur les gouvernements pour qu'ils reconsidèrent leur soutien à Israël.

De même, les dockers pourraient se mettre en grève pour perturber le transport maritime lié à Israël, poussant ainsi les gouvernements à réévaluer leur position. Les employés des industries de haute technologie peuvent jouer un rôle essentiel dans le soutien aux Palestiniens en exigeant de leurs entreprises qu'elles alignent leurs produits, leurs services et leurs partenariats sur le droit international, en refusant de soutenir les technologies complices de l'occupation israélienne ou de la violence des colons. Si les entreprises refusent, les travailleurs peuvent passer à des actions de protestation, telles que la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la dénonciation.

Outre l'élargissement et le renforcement des activités de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS), d'autres actions de solidarité pourraient être menées. En Palestine, des individus et des groupes peuvent s'organiser pour accompagner les agriculteurs palestiniens sur leurs terres, servir de tampons des attaques des colons et des soldats tout en aidant à protéger les communautés.

Ils peuvent également aider les agriculteurs palestiniens et d'autres communautés en les aidant à vendre leurs produits. Cela remet en question le modèle économique dominant qui exploite les petits producteurs. Je peux attester de l'importance de telles initiatives, car j'ai commencé à faciliter la mise en relation des producteurs palestiniens locaux avec le marché européen par

l'intermédiaire de l'Union générale des coopératives palestiniennes et de Cooperatives UK.

Les gouvernements ayant abrogé leurs obligations légales de mettre fin au génocide et à la colonisation, la mobilisation populaire pour des actions efficaces est le seul moyen de perturber les activités coloniales israéliennes. Un mouvement mondial actif peut contraindre les citoyens israéliens à se confronter aux fondements racistes, ségrégationnistes et colonialistes de leur société et à y renoncer, les incitant ainsi à rechercher un véritable changement.

*M. Samer B Jaber est chercheur doctorant spécialisé en économie politique à l'université Royal Holloway de Londres. Il est également membre du Council for At-Risk Academics (CARA). Ses travaux portent principalement sur le monde arabe et la région du Moyen-Orient.*

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Al Jazeera](#)

Samer Jaber est militant politique et chercheur.

**date créée**  
2025/07/25